

par Gabriel Cohn-Bendit, Secrétaire général du REPTA

Le Réseau éducation pour tous en Afrique

● **L'association – Réseau Éducation Pour Tous en Afrique (REPTA) – a pour objet de rassembler les personnes morales, entreprises, collectivités territoriales, association et institutions pour favoriser et promouvoir entre elles des échanges, des compréhensions partagées, des liens de partenariats et des synergies d'actions visant au développement de l'éducation pour tous en Afrique. Elle centre son action au bénéfice des exclus des systèmes éducatifs.**

L'assemblée constitutive de ce qui deviendra le Repta se tient à l'Agence française de développement le 6 novembre 2003. De nombreux partenaires se mobilisent rapidement: le pôle entreprises avec le groupe Bolloré, le groupe CFAO, Point Afrique et la CAMIF; le pôle collectivités territoriales comprenant les régions Île de France, Pays de la Loire, Bretagne et Rhône Alpes ainsi que les villes de Bègles, Millau et Vitré et le département des Côtes d'Armor; et le pôle associatif avec le Groupement des retraités éducateurs sans frontière (Gref), Aide et Action et l'AFVP.

Bolloré et CFAO s'engagent alors, en partenariat avec la Région Rhône Alpes, Ouest France et le Gref, à créer au Burkina Faso un lieu de formation pour les enfants qui vivent dans la rue. Trois fois par semaine un jeune « alphabétiseur » vient leur apprendre à lire et écrire dans leur langue avant qu'ils ne passent au français écrit. Au Niger, un projet de création de classes de la deuxième chance, pour les enfants de 9 à 13 ans qui n'ont pas été scolarisés, est proposé à plusieurs villages. Elles ouvriront leurs portes en 2005, financées par les régions Bretagne, Pays de la Loire et Basse-Normandie.

Niger.

Année exceptionnelle

2006 sera une année exceptionnelle pour le Repta. À la suite des rencontres de Lille, des Repta voient le jour au Sénégal, Burkina et Niger. Et fin novembre 2006, se tient à Ouagadougou un séminaire de trois journées auquel participent près de 200 élus, militants associatifs et responsables ministériels de sept pays de la sous-région et de France, pour débattre et confronter des actions et des stratégies pour les exclus des systèmes éducatifs

En 2007, c'est la naissance de l'Association des amis du Repta pour tous ceux qui, individuellement, veulent soutenir notre action. L'Arepta a notamment travaillé, en partenariat avec la région Centre, à l'organisation, fin 2007, d'un séminaire sur les exclus de l'école à Mopti, au Mali. Deux autres naissances à signaler: celles de l'Observatoire des pratiques innovantes (ODPI), qui met en ligne les expériences, et d'un centre pour les jeunes non scolarisés, à Avrankou au Bénin.

Et demain? Les Repta vont participer à un vaste programme de mise en place des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation en Afrique, dont nous ne voulons pas que les exclus des systèmes éducatifs soient à nouveau exclus. Et nous allons mettre en relation tous les Repta nés en Afrique avec le Repta France en créant une structure souple de coordination. ■



www.repta.net - Pour être tenu informé de

notre activité, inscrivez-vous à notre chronique.



Photo F. Sauret



Photos F. Seuret

Niger: l'école de

la seconde chance

16

Au Niger, sept classes de la seconde chance accueillent des enfants et des adolescents qui ne sont jamais allés à l'école. Le parti pris des associations qui mènent le projet est d'adapter l'école à la réalité du Niger plutôt que d'appliquer un modèle scolaire pré-formaté qui exclut près d'un enfant sur deux.

Les petits devant, les moyens sur les côtés et les grands derrière. Dans la paillote en tiges de mil qui abrite la classe de la seconde chance de Karey Kopto, l'âge des quelque soixante élèves s'échelonne de neuf à quinze ans. Mais tous ont le même maître, le même programme et la même envie d'apprendre. « *Qui veut lire cette phrase ?* » interroge Kadri Djibo. Une forêt de mains se dresse. « *Moi, Monsieur! Moi Monsieur!* » Ces enfants et ados, assis sur les nattes qui tapissent le sol de terre sablonneuse, leur ardoise sur les genoux, ont également pour point commun de n'être jamais allés à l'école avant de rejoindre cette classe pas comme les autres.

Seuls 54 % des jeunes nigériens ont la chance d'être scolarisés, dans le primaire. Et ce taux moyen masque la grande disparité existant entre villes et campagnes. Pire encore, seuls 40 % vont jusqu'au CM2... dont beaucoup sortent sans savoir bien lire et écrire. « *Les parents sont*

décus par l'école et ne veulent plus y inscrire leurs enfants » regrette El Hadj Saïdou Adamou, leur représentant au sein du comité de gestion de l'établissement scolaire de Karey Kopto. À cette désillusion s'ajoutent les réticences de nombreux paysans, qui ont besoin de leurs enfants aux champs. Sans compter que pour beaucoup de pères et de mères, la place d'une fille est à la maison, à aider aux travaux ménagers: leur taux de scolarisation est d'ailleurs de 20 points inférieur (44 %) à celui des garçons (63 %). Pour ne rien arranger, les directeurs d'école ont pour consigne de refuser les inscriptions d'enfants âgés de plus de huit ans.

Horaires adaptés aux saisons

C'est pour ces exclus du système que les associations Repta et Tarbiyya Tatali ont créé, en septembre 2005, une classe de la seconde chance dans sept villages de l'ouest

Issoufou, 13 ans a découvert l'école avec la classe de la seconde chance.

du Niger. Comme à Karey Kopto, un gros bourg enclavé, sans forage, ni électricité et doté d'une école publique depuis seulement douze ans, qui étend ses cases en banco le long du fleuve. « *Nous partons de l'idée qu'il vaut mieux essayer d'adapter l'école à la réalité du Niger plutôt que tenter de faire entrer de force les enfants et les parents nigériens dans un modèle scolaire pré-formaté* » explique Mamane Oumarou, un enseignant à la retraite chargé du suivi pédagogique des classes de la seconde chance.

Ces dernières accueillent donc essentiellement des élèves, âgés de neuf à treize ans lors de leur inscription en première année d'un cursus qui en durera quatre, contre six dans le système primaire classique. Les enseignements y sont recentrés sur l'acquisition des savoirs fondamentaux, qui leur permettront d'obtenir le Certificat de fin d'étude du premier degré (CFEPD). En français bien sûr, la langue officielle. Mais l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, en première année, se fait dans la langue maternelle des enfants – le djerma, ici.

Autre différence fondamentale: l'emploi du temps est adapté au calendrier des travaux champêtres. L'année scolaire s'étend donc sur onze mois – avec un seul mois de vacances, en août – mais le nombre d'heures d'enseignement est réduit au minimum – deux heures – de septembre à novembre, lorsque les parents ont besoin de se faire aider par leurs enfants pour récolter le mil ou garder les animaux afin d'éviter qu'ils ne mangent la récolte sur pied. « *L'école publique, elle, était censée rouvrir ses portes début octobre après trois mois de congés* précise Kadri Djibo. *Mais en fait, la grande majorité des enfants n'est revenue en cours que fin novembre quand les travaux agricoles ont été terminés.* »

Et ça marche, comme le montrent les résultats de la première expérimentation menée à partir de 2002 – sur trois années seulement, faute de financement pour la quatrième année, dans la région de Zinder par la coopération française et un collectif d'associations. 91 des 145 enfants scolarisés ont présenté le CFEPD et 61 l'ont obtenu, soit un taux de réussite de 42 % comparable avec celui des élèves ayant suivi le cycle primaire classique en six années! La quasi-totalité des diplômés ont poursuivi leur scolarité au collège; les autres ont bénéficié d'une formation à la couture, à la boulangerie ou à un autre métier artisanal, auquel ils avaient déjà été, pour certains d'entre eux, initiés durant leur scolarité.

Restrictions budgétaires

Pas sûr toutefois que les sept écoles du projet mené par Tarbiyya Tatali fassent aussi bien. La réussite des écoles de la seconde chance repose en effet largement sur les compétences de l'instituteur. Il doit non seulement composer avec les inévitables différences de rythme entre des élèves d'âge différent, mais, en plus, savoir adapter le programme scolaire à la durée réduite du cycle. « *Dans la région de Zinder, les enseignants, qui disposaient déjà pour la plupart d'un meilleur bagage que ceux qui ont été recrutés ici, avaient bénéficié d'un programme de formation très conséquent et étaient suivis très régulièrement sur le terrain, rappelle Mamane Oumarou. Ce n'est pas le cas sur ce projet, car nous n'avons pas le budget nécessaire.* » Résultat: plusieurs instituteurs n'ont pas tenu le coup et ont dû être remplacés, au risque d'ébranler la confiance que les parents placent dans l'école de la seconde chance. Dommage car ce concept innovant mériterait d'être expérimenté dans de bonnes conditions. ■



Classe de la seconde chance Karey Kopto.